

LES CHIFFRES

8

La date des élections législatives générales a été fixée au 8 novembre. La campagne électorale doit officiellement démarrer en septembre.



25

Le 25 août, nous commémorerons les 3 ans de l'exode de plus de 700 000 Rohingya fuyant la répression de l'armée. La situation des Rohingya ne connaît pas d'amélioration, mais le long chemin vers la justice est entamé devant les juridictions internationales.



10000 & 5000

Des meurtres de civils par l'armée provoquent des manifestations d'envergure dans le nord de l'état Shan et dans l'état Karen : 10 000 personnes mobilisées à Kyaukse et plus de 5000 dans l'état Karen, pour en appeler à la fin des crimes et de l'impunité de l'armée.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

Global Witness : l'opacité dans le secteur de l'industrie extractive reste malheureusement d'actualité

Depuis 2019, la Birmanie demande aux entreprises de l'industrie extractive de rendre publics les noms de leurs véritables bénéficiaires. Dans son rapport « *Out of the Shadows : who really controls Myanmar's extractive companies?* » l'ONG **Global Witness** dresse un bilan mitigé des débuts de mise en œuvre de cette réforme, notamment dans le secteur du jade. Cette industrie, emblématique de l'opacité de la gestion des ressources extractives, continue de profiter à tout un réseau d'acteurs gravitant autour de l'armée birmane, d'hommes d'affaires et d'hommes en armes. Le 2 juillet, près de 200 mineurs vivant dans la misère ont péri dans un terrible accident survenu au niveau d'une mine de jade de Hpakant située dans l'état Kachin. Comme le souligne de nouveau Global Witness, il est impossible de s'atteler à la problématique récurrente des conflits et de la gouvernance dans le Kachin tant que les véritables bénéficiaires de cette industrie ne sont pas identifiés. Face à ce qu'un expert qualifie de « *vaste opération de crime organisé* », l'ONG dresse la liste d'une série de réformes à mettre en œuvre et dénonce les accusations visant à faire porter la responsabilité de l'accident sur les mineurs eux-mêmes ou sur l'absence d'emploi, comme s'il s'agissait surtout de ne pas mettre celle du gouvernement sur la table...

Procès d'artistes dans le Kachin : « Non, le virus n'avait pas l'air d'un moine ! »

En avril dernier, 3 artistes étaient poursuivis en justice par le Bureau chargé des religions dans l'état Kachin pour une oeuvre sensibilisant aux dangers de la Covid-19 dans les rues de Myitkyina. Motif ? Une représentation « *offensante pour le bouddhisme* », le virus ressemblant supposément à un moine. Après 12 audiences, les 3 artistes ont pu convaincre le tribunal que la représentation du virus dans l'oeuvre - détruite depuis lors - n'incarnait pas un moine, mais bel et bien une personnification de la mort. En juillet, les poursuites ont été levées, et l'avocat des artistes n'a pas manqué de souligner que cette décision était... raisonnable. Ses clients risquaient jusqu'à 2 ans de prison !



Guerre d'influence entre la Chine et les Etats-Unis en terrain birman



Les joutes verbales entre les Etats-Unis et la Chine sont de mise à Rangoun en ce moment. Alors que la Chine ressert son étai sur Hong Kong et continue de revendiquer des droits maritimes en mer de Chine méridionale - qui lui ont pourtant été refusés par un tribunal d'arbitrage international - l'Ambassade américaine de Rangoun l'a accusée en juillet d'entamer la souveraineté de ses voisins, en dressant un parallèle entre cette actualité... et les grands projets d'investissements chinois en Birmanie ! L'Ambassade de Chine a rétorqué que cette tentative de déstabilisation des relations sino-birmanes était vouée à l'échec, « *à l'image de celle d'une fourmi qui chercherait à faire trembler un grand arbre* ». La Birmanie comme champ de bataille dans la guerre d'influence entre les Etats-Unis et la Chine ? Le ternissement des relations entre le gouvernement LND et l'Occident sur fond de crise Rohingya a assurément profité à la Chine. S'agirait-il de vouloir regagner du terrain ? L'historien Thant Myint U, interrogé par Reuters, souligne que « *depuis son indépendance en 1948, la Birmanie a eu pour instinct de tenter d'être l'alliée de tout le monde, mais qu'il n'est pas certain que cela reste possible en cette période de rivalité accrue entre grandes puissances* ».

2015-2021 : le prochain Examen Périodique Universel à l'agenda



Devant le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, l'Examen Périodique Universel (EPR) permet de passer au crible la situation des droits humains dans chaque pays tous les 5 ans. En 2015, la Birmanie avait pris de nombreux engagements en termes de réformes démocratiques et de respect des droits humains. Le directeur Asie de Human Rights Watch, pour qui « *la réticence de la Birmanie à faire rendre des comptes aux auteurs des violations des droits humains atteint des sommets* », souligne que les Etats membres de l'ONU devraient utiliser l'EPR de janvier 2021 pour demander au gouvernement birman des progrès fondés sur des actes. Depuis 2015, les violations des droits humains récurrentes commises par les forces de sécurité à l'encontre des minorités – Rohingya, Kachin, Shan, Rakhine, Karen et autres – n'ont fait qu'empirer, sans parler des centaines de militants ou simples citoyens poursuivis et/ou emprisonnés pour avoir voulu exercer leurs droits. Le 9 juillet, des organisations de la société civile birmane ont préparé des soumissions dans la perspective de cet EPR de 2021, sur **le thème des discours de haine et du rétrécissement de l'espace démocratique**, mais aussi de **la situation des réfugiés et des personnes déplacées**.

Conflit d'intérêts : deux généraux à la retraite épinglés

Deux généraux à la retraite aux commandes de secteurs importants ont dû renoncer à leurs sièges au sein du comité de direction de la *Myanmar Economic Holdings Limited* (MEHL), l'un des 2 conglomérats de l'armée. En cause ? L'un étant directeur de l'autorité portuaire et l'autre directeur général des douanes, le procureur général a considéré que ce cumul de fonctions constituait un conflit illégal d'intérêts. La campagne citoyenne **Justice For Myanmar** (JFM) salue cette décision, annoncée le 17 juillet par le porte-parole de la présidence. Tout en soulignant qu'elle ne va pas assez loin. Les 2 hommes en cause ont toujours des parts dans la MEHL et ne représentent que la face émergée de l'iceberg. L'opacité concernant les principaux actionnaires de ce conglomérat commence tout juste à être levée...

Levée de la coupure d'internet ? Des militants récemment poursuivis



Au début du mois d'août, les autorités ont annoncé la levée de la coupure d'internet qui frappe près d'1 million d'habitants dans les états d'Arakan et Chin depuis plus d'1 an ! Mais pour l'instant, un opérateur et des habitants indiquent sur place que le rétablissement n'est pas effectif ou qu'il ne fonctionne pas correctement. Cette annonce va-t-elle avoir une incidence sur la répression qui frappe les défenseurs des droits humains mobilisés contre la coupure ? Maung Saungkha, poète et co-fondateur d'Athan - une organisation de défense de la liberté d'expression - a été interpellé le 3 juillet. Le 21 juin, il avait participé au déploiement d'une banderole dans les rues de Rangoun sur laquelle on pouvait lire : « *la coupure internet vise-t-elle à dissimuler des crimes de guerre et le meurtre de civils ?* ». Il s'agissait alors de marquer les 1 an de la coupure d'internet la plus longue du monde et de demander, une fois de plus, au gouvernement de renoncer à cette mesure liberticide qui frappe plusieurs cantons dans l'état d'Arakan et dans l'état Chin. Cela vaut à Maung Saungkha d'être poursuivi sur la base de l'article 19 de la loi sur les rassemblements pacifiques, pour une infraction pénale passible de 3 mois de prison et d'une amende de 30 000 Kyats (20 USD). Libéré sous caution, Maung Saungkha n'est pas le seul visé, comme le souligne l'ONG **Fortify Rights** dans un **communiqué** du 16 juillet. D'autres jeunes, Rakhine en particulier, font l'objet de poursuites pour avoir manifesté leur opposition à cette coupure, voire servent des peines d'emprisonnement. Devant le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, Thomas Andrews, le nouveau Rapporteur Spécial de l'ONU sur la Birmanie, a déploré que la liberté d'expression semble en déclin à la veille des élections législatives générales.

Haro sur les représentations non-conformes de Bouddha

Le gouvernement a récemment décidé de changer ou de faire retirer toute une série de représentations "inadaptées" de la sainte figure. La statue de Bouddha que le général Than Shwe aurait fait graver à son image en 1999 a-t-elle encore sa place à Shwedagon ? Pour le Ministère des affaires religieuses et de la culture, la réponse est non. Mais il a vu sa position contestée par les moines de la fameuse pagode, qui estiment cette statue parfaitement conforme. A défaut de pouvoir éjecter les généraux du pouvoir, peut-on les détronner de leur incarnation marbré ? Rien n'est moins sûr. Mais peut-être le gouvernement parviendra-t-il à ses fins vis-à-vis des statues aux postures inadaptées ? Moins polémiques. Quant à identifier l'intérêt que représente ce sujet dans l'agenda du gouvernement...



Génocide des Rohingya : Facebook ne veut pas remettre des données à la justice américaine

En juin, la Gambie a saisi la justice américaine. L'enjeu ? Que Facebook remette à la justice les communications et documents des forces de sécurité birmanes. Le rôle de Facebook dans la diffusion des discours de haine et de la propagande en Birmanie est bien documenté. Le contenu des comptes détenus par les forces de sécurité pourrait constituer un matériau important dans l'établissement de la responsabilité des autorités. Mais le 6 août, Facebook a demandé au tribunal saisi de rejeter la demande de la Gambie, au motif que celle-ci enfreindrait une loi américaine interdisant la divulgation des données. La justice américaine va devoir trancher et nul doute que la société civile mobilisée dans la défense des Rohingya va suivre cette affaire de près, ainsi que le positionnement de Facebook qui se dit impliquée dans la lutte contre les discours de haine, et en lien étroit avec le Mécanisme Indépendant d'Enquête sur la Birmanie de l'ONU (IIMM). La requête de la Gambie mettant en cause la responsabilité de l'Etat birman devant la Cour internationale de Justice (CIJ) pour violation de la Convention sur le génocide de 1948 rentrera prochainement dans une phase d'examen au fond de l'affaire.



Retrouver un emploi en Thaïlande : une question de survie pour de nombreux birmans

En Thaïlande, des birmans privés d'emploi du jour au lendemain à cause de la crise sanitaire témoignent n'avoir plus que 30 dollars US en poche. Depuis juillet, les restrictions qui pesaient sur les entreprises ont été levées, mais la crise économique fait que nombre d'elles ne peuvent pas réembaucher comme avant. Le pays est frappé par la plus violente récession de son histoire. Pour autant, de nombreux travailleurs migrants qui sont rentrés en Birmanie à cause des restrictions liées à la Covid-19 projettent de retourner travailler en Thaïlande au plus vite. Selon les chiffres de l'Office International des Migrations (OIM), 86 000 birmans sont rentrés au pays par les voies officielles, sans qu'on puisse évaluer le nombre de retours clandestins. Le gouvernement thaïlandais a annoncé qu'il allait autoriser le retour de plus de 100 000 travailleurs étrangers de pays voisins, pour permettre aux secteurs en pénurie de main d'œuvre - construction et agro-alimentaire - de recruter. Les employeurs devront prendre à leur charge la mise en quarantaine des travailleurs à leur arrivée, ce qui se traduira par une perte de rémunération pouvant représenter des mois de salaire. Les perspectives sont incertaines. La presse locale rapporte que 2 travailleurs birmans qui rentraient de Thaïlande en raison de la crise sanitaire ont mis fin à leur jour à leur arrivée en Birmanie. Le désespoir de nombreux migrants birmans persiste, comme l'illustre [Frontier Myanmar](#) dans un [reportage](#) réalisé dans l'état Mon auprès de ceux qui sont prêts à traverser la frontière illégalement. Quitte à risquer jusqu'à 48 jours de prison en cas d'arrestation.

FOCUS

A 3 mois des élections, un scrutin marqué par de nombreuses inconnues

Les prochaines élections législatives générales, prévues le 8 novembre, se tiendront quelques jours après les élections américaines de 2020, lourdes d'enjeu pour les Etats-Unis et pour le monde. Sur fond de pandémie et d'ère post-2015, le scrutin birman mobilisera-t-il l'attention des observateurs internationaux à hauteur de ses propres enjeux ? Ces élections sont très importantes pour la Birmanie. La tenue d'élections transparentes et équitables sous le gouvernement de la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) apporterait une pierre à l'édifice d'une transition démocratique chancelante à tant d'égards. Certains voient d'ailleurs dans ce scrutin un « *test grandeur nature des efforts de démocratisation du pays* ». De nombreux indicateurs sont dans le rouge, parmi lesquels la liberté d'expression.

Ces élections se préparent dans un climat bien différent de celui qui prévalait en 2015. Le slogan de campagne « Time for change » qui a porté la LND au pouvoir s'est heurté aux réalités nettement moins reluisantes de son exercice. Le gouvernement LND n'a pas pu mener à bien la réforme de la Constitution de 2008 nécessaire à l'établissement d'institutions pleinement démocratiques, ni amener le pays vers la paix. Confronté à des combats d'une intensité inégalée depuis des années sur le front qui oppose l'Armée de l'Arakan (AA) et la Tatmadaw, la Birmanie n'a pas davantage commencé à résoudre les autres conflits qui la minent, parfois depuis des décennies, toujours aux prises avec ses vieux démons identitaires et l'héritage toujours vivant de décennies de dictature militaire. La crise paroxystique des Rohingya reste entièrement non résolue, sans aucune perspective d'amélioration à court ou moyen terme en l'état de la politique menée par l'Etat birman, dont l'intention est qualifiée de génocidaire par les experts de l'ONU. Quant au bilan économique, s'il compte quelques avancées à son actif, il voit ses perspectives obscurcies par la persistance de « l'ancien monde » et par l'impact de la pandémie de Covid-19.

Alors que de nombreux pays ont fait le choix de reporter leurs élections en raison de cette pandémie, la Birmanie, qui compte officiellement moins de cas, maintient le calendrier et s'avance vers ce scrutin alors qu'une partie de son territoire est en guerre, aux prises avec des combats d'une intensité que le pays n'avait pas connue depuis des années. Tout récemment, des officiels ont annoncé que le scrutin ne se tiendrait pas sur une partie du territoire de l'Arakan si l'armée estime que les conditions de sécurité ne sont pas réunies. Un enjeu d'apparence légitime, mais en réalité problématique face à l'importance pour la population de pouvoir s'exprimer par les urnes. L'armée et le pouvoir en place ont-ils seulement la volonté de faire taire les armes pour que ce scrutin - et donc une forme de débouché politique partiel aux conflits - puisse avoir lieu ?

Sur fond de pandémie, l'appel à un cessez-le-feu mondial lancé par la communauté internationale, relayé en Birmanie par de nombreuses organisations de la société civile, représentations diplomatiques et organisations ethniques armées (OEA), n'a pas été entendu.

Aung San Suu Kyi, officiellement candidate à un deuxième mandat depuis le 4 août, reste populaire au sein de la majorité Bamar, mais il n'en va pas de même au sein des minorités ethniques et parmi les défenseurs des droits humains en Birmanie. L'engouement a cédé la place à un désenchantement certain, dont la traduction dans les urnes reste à mesurer. En l'absence d'alternative face aux militaires, de quels espoirs cette élection sera-t-elle porteuse ?

Depuis des mois, le fait que la LND soit « assurée de l'emporter » revient comme un leitmotiv, la seule question posée étant celle du degré de sa victoire et des forces politiques avec lesquels elle devra ensuite composer, en sus de l'armée. Derrière cette apparente simplicité d'une majorité annoncée pour la LND, quels sont les enjeux de ce scrutin, ses nouveaux acteurs, ses risques ?

Des résultats des élections législatives partielles, on peut déjà tirer quelques enseignements. Elles ont confirmé le moindre soutien dont bénéficie désormais la LND au sein des minorités ethniques, mais aussi la capacité du Parti de l'union, de la solidarité et du développement (PUSD/USDP), le parti des militaires, à remporter des voix. La presse ne manque d'ailleurs pas de spéculer sur les ambitions présidentielles prêtées au commandant en chef de l'armée Min Aung Hlaing, bientôt à la retraite. La simple existence de ces conjectures illustre bien le spectre du poids politique de l'armée qui continue d'influer sur l'histoire du pays.

A partir de septembre, Info Birmanie proposera des analyses et partagera des témoignages d'acteurs et d'observateurs de terrain pour rendre compte de ces élections par une pluralité de voix. La campagne électorale démarre officiellement le 8 septembre.



Alors que l'Etat birman est mis en cause devant la Cour Internationale de Justice, une image emblématique de la vie politique birmane / Rangoun - décembre 2019

Promouvoir une issue politique face à l'escalade de la violence dans l'Etat d'Arakan

un article de Juliane Barboni

Dans son rapport « *An avoidable war : politics and Armed Conflict in Myanmar's Rakhine State* » publié en juin 2020, l'International Crisis Group (ICG) souligne que les combats en cours dans l'Arakan sont les plus intenses que la Birmanie ait connu depuis de nombreuses années et juge cette escalade particulièrement inquiétante. Le conflit dans l'Etat d'Arakan répondant à la fois à un nationalisme virulent et à une marginalisation de la région et de ses habitants de la part du pouvoir central, ICG insiste sur l'importance d'une solution politique afin de réconcilier la population et les autorités en place. L'impasse de la solution militaire, que ce soit pour le gouvernement ou pour l'Armée de l'Arakan (AA), est flagrante.

Zone géographiquement isolée et fragilisée par la gestion coloniale de son territoire, l'Arakan cherche - depuis la perte de sa souveraineté - à accéder à un gouvernement indépendant/autonome du reste de la Birmanie. Ces revendications constamment étouffées se sont transformées en frustrations au sein de la population arakanaise, ce qui explique la montée en puissance de l'AA, ainsi que d'un ethno-nationalisme local qui cible violemment la minorité Rohingya depuis une dizaine d'années. La région s'est par ailleurs considérablement appauvrie au fil des siècles, du fait de la colonisation et de la dictature Ne Win. Aujourd'hui, l'Etat d'Arakan connaît le taux de pauvreté le plus élevé de tout le pays (78%, soit deux fois plus que la moyenne nationale).

Malgré la montée en popularité du Parti National de l'Arakan (Arakan National Party), fondé en 2014 et prônant l'autonomisation de la région, le pouvoir à Naypyidaw refuse toute autonomie à l'Etat d'Arakan. A cela s'ajoute des restrictions imposées par le pouvoir central s'agissant de commémorations régionales observées en Arakan. Cette situation débouche sur une rupture entre le peuple et ses représentants politiques et mène alors à l'explosion de violence que l'on observe depuis novembre 2018. Le sort du leader arakanais, le Dr Aye Maung, en janvier 2018 en est l'illustration. Accusé d'avoir suggéré que la voie des urnes n'était plus aussi efficace que la voie des armes, il est condamné à vingt ans de prison. Cette décision provoque la colère de la population arakanaise, doublé d'un sentiment d'abandon politique qui ne peut que nourrir le soutien à l'AA.

Le 4 janvier 2019, l'AA lance quatre attaques coordonnées à l'encontre de postes de police. En plus de cibler l'armée, elle ne rechigne donc pas à viser la police, mais également les politiques et les fonctionnaires décrets de mèche avec le pouvoir en place. Bien qu'elle cible les tenants du pouvoir politique et administratif de l'Etat birman, l'AA semble manquer de structure (en comparaison à d'autres organisations ethniques armées dans le pays) pour instaurer une autorité purement arakanaise dans les régions qu'elle contrôle. En décembre 2019, elle annonce cependant la formation d'une « Autorité Arakanaise » (« Rakhine Authority ») afin de lever des impôts et administrer ses territoires .

Mais cette annonce est perçue par les observateurs comme relevant davantage d'un acte performatif et d'une démonstration de force plutôt que d'un réel projet politique. Cela n'empêche pourtant pas son leader, Tun Myat Naing, de rêver à un « #ArakanDream2020 » dans le cadre d'un combat révolutionnaire qui vise à restaurer la souveraineté arakanaise en conférant un statut confédéré à l'Etat d'Arakan.

Après plus d'un an de combats intenses et malgré l'engagement des forces armées, l'AA ne semble montrer aucun signe de faiblesse et contrôle aujourd'hui la partie nord de l'Etat d'Arakan ainsi qu'une grande partie du canton de Paletwa dans l'Etat de Chin. De fait, le conflit armé s'y est généralisé, ainsi que l'insécurité, et les civils paient un lourd tribut. Dans un récent **rapport, Amnesty International** documente des frappes aériennes menées sans discernement par l'armée dans des villages et faisant des victimes parmi la population civile. De plus, la répression de l'armée contre les insurgés est marquée par la détention arbitraire et la torture des habitants soupçonnés de sympathiser avec l'AA.

Le Conseil de sécurité de l'ONU appelle pourtant à un cessez-le-feu humanitaire au nom de la lutte contre la Covid-19. Mais l'armée birmane refuse d'intégrer l'AA dans ses déclarations de trêve unilatérale, l'AA étant désignée comme une organisation terroriste par Naypyidaw. Cette accusation tend à ostraciser l'AA et à empêcher tout dialogue entre l'organisation ethnique armée, la Tatmadaw mais également toute personne ou journaliste tentant de contacter l'organisation. La criminalisation de son existence rend complexe toute tentative d'apaisement entre les deux camps, tout en cherchant à légitimer les opérations militaires de l'armée birmane à son encontre. C'est pourquoi l'ICG préconise de mettre un terme à la stigmatisation du groupe armé qui se bat pour faire entendre les revendications d'un peuple blessé par l'indifférence politique de ses représentants.

Le conflit provoque de surcroît une crise humanitaire importante à laquelle le gouvernement doit répondre. En effet, plus de 10 000 personnes ont dû quitter leur habitation ces derniers mois à cause des affrontements, qui ont fait plus de 100 000 déplacés depuis novembre 2018. A cela s'ajoute les persécutions subies par la minorité Rohingya, qui constituent une deuxième urgence humanitaire et politique dans la région. Le conflit armé contre l'AA et la crise Rohingya représentent deux défis d'importance pour le pouvoir birman qu'on ne peut isoler, à quelques mois des élections législatives générales de novembre. Les autorités avancent d'ailleurs des problèmes de sécurité trop importants pour que celles-ci puissent se tenir sur le sol arakanais, un argument légitime mais qui sert également le régime, menacé par la popularité du mouvement nationaliste.

Ces élections pourraient apporter la preuve que la LND est en réalité un parti minoritaire dans l'Etat d'Arakan. Si cela devait avoir lieu, il serait alors de la responsabilité du gouvernement de nommer des représentants du Parti National de l'Arakan (ANP) sans mettre en avant les membres du parti au gouvernement, comme cela a été fait par le passé en dépit des résultats électoraux. Cela représenterait un premier pas, nécessaire afin de renouer avec les Arakanais, et leur redonner confiance en ce système électoral et politique qui leur a, à plusieurs reprises, fait défaut.

Le problème que connaissent aujourd'hui les autorités à Naypyidaw vis-à-vis de l'Etat d'Arakan est un problème d'ordre stratégique. La capitale semble ne prendre en compte qu'une voie, celle du conflit armé afin de régler les revendications arakanaises. Or cette dernière n'a provoqué qu'une escalade du conflit, d'où l'appel de plusieurs ONG à envisager un changement de stratégie, cette fois d'ordre politique pour travailler efficacement à la résolution de la crise.

Si le gouvernement LND annonce la tenue en août de la 4ème Conférence de Panglong pour la paix pour trois jours de discussions entre le gouvernement et les 10 organisations ethniques armées signataires de l'Accord national de cessez-le-feu (NCA) de 2015, l'AA n'en fait pas partie. Non-signataire du NCA, elle a bien demandé à pouvoir participer à la Conférence, mais les autorités ont répondu qu'elle ne sera pas conviée en raison de sa qualification d'organisation terroriste.

Avec la perspective d'une énième Conférence pour la paix, nombreux sont sceptiques face à ce qui ressemble davantage à un outil politique et communicationnel du gouvernement à l'approche des élections qu'à une véritable plateforme destinée à résoudre les ruptures profondes entre le pouvoir central et les minorités du pays. L'arrêt des combats, fut-il provisoire, reste un enjeu de taille pour la tenue et la légitimité des élections qui approchent.
